

# Correspondance Internationale

LA VÉRITÉ

Débats - Théorie - Doctrine et histoire - Résolutions - Vie du mouvement

## Deuxième réunion du Conseil général

Du samedi 23 au vendredi 29 mai, s'est tenue la réunion du Conseil général. Durant ces sept jours, les délibérations ont eu lieu de 10 heures du matin à 8 heures du soir, coupées par une brève suspension de séance à midi. Ce véritable marathon était nécessaire pour parvenir à couvrir l'ensemble de l'ordre du jour.

Cette édition de *Correspondance internationale* se boucle au moment même où finit la réunion du Conseil général. Nous ne pouvons donc pas en informer complètement ni présenter un bilan de tous ses acquis. Nous nous contenterons donc d'en résumer les conclusions.

— De la discussion sur les activités et la marche de l'organisation, il ressort qu'aujourd'hui, les partis ont rempli 80 % de leurs engagements de cotisations pour l'année 1981. Cela démontre la force et l'élan avec lesquels on a fait face à la tâche de reconstruction et de réorganisation de l'Internationale depuis la Conférence ouverte de décembre ;

— En même temps qu'a été discuté et approuvé le document sur la situation mondiale, une annexe sur les répercussions des élections françaises élaborée après le 10 mai par le Comité exécutif a été votée.

— On a également approuvé une résolution sur la Pologne et son complément (publiés dans *Correspondance internationale*, numéro 7) ainsi qu'un projet sur l'Amérique centrale (publié dans notre numéro 8). Celui-ci devra être réécrit sur la base d'une introduction proposée par le Comité exécutif et qui insiste sur le caractère unique et ascendant du processus révolutionnaire dans l'isthme et précise les différences existantes entre la politique contre-révolutionnaire du stalinisme-castrisme et les hésitations du nationalisme petit-bourgeois.

— La discussion des amendements aux *Thèses* a été particulièrement importante. La thèse 21 qui parle du caractère de nos partis a été réélaborée ; la thèse 22 sur la question nationale a été enrichie par les discussions qui ont eu lieu sur l'Irlande, l'Espagne et le Canada et ont été ratifiées ainsi que la thèse 24 sur l'Allemagne, et la thèse 25 sur le Front unique anti-impérialiste.

A ce propos, le camarade Luis Favre a ouvert une discussion très riche et son intervention sortira dans notre prochain numéro.

— Il y a eu des résolutions spécifiques sur trois pays : Espagne, Portugal et Pérou. Pour le premier d'entre eux, la caractérisation du régime et les tâches du POSI et du PST ont été discutées. Une déclaration sur les récents événements a également été adoptée et est reproduite dans cette revue en page 10.

Les bases de l'unification du POUS et du PST ont été approuvées au Portugal et également celles de l'unification du POMR et du PST péruviens. Nous reproduisons dans cette revue la plateforme sur le Pérou.

ICI  
H&C

IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
Comité International

### La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale avance



Dans l'ensemble, ces résolutions démontrent le progrès des unifications nationales dans le cadre de l'Internationale. On se souvient que dans des numéros précédents de la revue, nous avons publié les textes sur la Pologne et l'Amérique centrale (sans l'introduction qui a été ensuite adoptée).

Dans ce numéro, outre la déclaration déjà citée sur l'Espagne et la résolution sur le Pérou, nous reproduisons le rapport sur la

situation mondiale avec son annexe sur les élections françaises.

Dans nos prochains numéros, nous publierons les documents restants ainsi que les parties les plus saillantes de la discussion.

C'est en effet la première fois que, depuis la mort de Trotsky, l'on peut voir une direction trotskyste centralisant et orientant dans l'action plus de quarante pays.

### Horacio Alberto Castro

## Président d'honneur du Conseil général

Le camarade Horacio Alberto Castro, dernière victime trotskyste, a été élu à l'unanimité à la présidence d'honneur de la première réunion du Conseil général.

Le corps de notre camarade Castro fut découvert le 26 avril, portant ainsi à plus de 120 le nombre de morts et de disparus du PST argentin dans les griffes de la dictature de Videla-Viola.

Horacio Alberto Castro militait à la base du parti. De lui comme de nombreux autres camarades disparus, on peut dire que c'était un grand militant, car son combat, son parti national et son mouvement international sont grands.

Horacio Alberto Castro, première victime depuis que le général Viola est au pouvoir à Buenos Aires, avait 36 ans et militait à la base du PST. Son frère est un dirigeant syndical, socialiste connu.

Dès 1974, il avait participé à la construction du PST dans la région de San Juan. Tout récemment, il avait soutenu une grève menée par les chauffeurs d'autobus.

Le 22 avril, à quatre heures de l'après-midi, un commando formé de sept individus groupés dans deux automobiles civiles se présenta devant chez lui. Sa sœur Laura leur ouvrit la porte. Quatre d'entre eux entrèrent en disant qu'ils étaient de la police. Castro se présenta. Quatre jours plus tard, et 160 km plus loin, on découvrit son cadavre criblé de balles (36 impacts de 9 mm) sur le bord d'un chemin. Cela s'est passé dans la province de San Juan, dans la région ouest du pays qui touche le Chili.

Une fois de plus venait d'être commis un crime à la manière argentine.

### Une grande répercussion

Mais cette fois-ci, l'assassinat ne passa pas inaperçu comme des milliers d'autres qui l'ont précédé.

Les principaux journaux, nationaux et de province, rendirent compte de l'événement. L'idée selon laquelle, d'après le journal *Diario de Cuyo* du 2 mai, Castro était un « actif militant de la subversion » fut démentie. Ses frères expliquèrent qu'il était un sympathisant socialiste. La conférence de presse tenue par sa mère à Buenos Aires, au Centre d'études juridiques et sociales, une des organisations humanitaires argentines, eut un large écho dans la presse. Il y fut relaté l'enlèvement et l'assassinat, et éclaircie la question de l'affiliation de Castro. Étaient présentes des délégations des Mères de la place de Mai, du Mouvement Paix et Justice (dont est

membre le Prix Nobel de la paix, Perez Esquivel), de *Clamor*, bulletin récemment publié en défense des droits de l'homme, et Henrique Broquen, avocat socialiste et l'un des plus importants défenseurs des prisonniers politiques et des personnes poursuivies en Argentine. Le militaire qui commande la police provinciale de San Juan commença une enquête. Il publia un portrait-robot des assassins, établi à partir des éléments fournis par la famille.

La sœur de notre camarade fut convoquée à la direction de la police pour reconnaître éventuellement les auteurs de l'enlèvement parmi les 16 membres de la délégation provinciale de la police fédérale.

Cette diligence de la police provinciale (contre la police d'État) constitue un fait peu commun, tout comme la récente réapparition en vie de deux militants socialistes séquestrés quelques jours plus tôt, et le sursis accordé aux cinq membres du CELS accusés d'espionnage. Ils avaient été arrêtés, puis libérés, à la suite d'une perquisition au siège de leur institution.

### Crise au sein du régime militaire

Les répercussions qu'a eues l'assassinat de notre camarade et le fait que, grâce à une puissante campagne natio-

### L'agenda de la réunion

Points	Rapporteur
<b>Questions préalables</b>	
a - ordre du jour	Miguel Capa
b - organisation de la réunion	
1.- Rapport d'activité	Miguel Capa
2.- Rapport sur la situation mondiale Annexe sur la France	François de Massot
3.- Espagne	Luis Favre
4.- Amendements des Thèses	Pierre Lambert
5.- Finances	Luis Favre
6.- Pologne	Pierre Lambert
7.- Rapport sur l'Amérique centrale	Camilo Gonzalez
8.- Portugal	Luis Favre
9.- Pérou	Ricardo Napuri
10.- Votes et décisions	

# Résolution sur l'actuelle situation mondiale

- I -

La signification de l'élection de Reagan et de la mise en place de la nouvelle administration a été caractérisée par la résolution politique issue de la Conférence mondiale, comme une tentative de redonner, à l'échelle mondiale, une orientation cohérente à la politique de l'impérialisme américain.

Il n'y a pas de solution de continuité entre l'administration de Carter et celle de Reagan. Les éléments de la politique de Reagan sont déjà présents dans l'administration de Carter et Reagan ne peut ignorer l'héritage qui lui est légué.

La politique mondiale de Carter était avant tout dictée par les rapports de force existants après la défaite au Vietnam, défaite d'ampleur historique de l'impérialisme, dont les conséquences se sont marquées dans de nouveaux bouleversements révolutionnaires qui ont encore affaibli la position mondiale de l'impérialisme (Iran, Nicaragua, où les processus révolutionnaires n'ont pas trouvé leur conclusion) et qui s'expriment dans les développements plus récents (Salvador, révolution politique en Pologne). Le mandat que la classe dominante a confié à Reagan est de tenter de surmonter les conséquences des développements révolutionnaires qui dominent la situation mondiale.

Trois mois ont passé pendant lesquels ont commencé à se dessiner les lignes (de force) des relations internationales à l'étape présente.

Il faut rappeler que si l'on parle d'une orientation Reagan ou d'une orientation de la nouvelle administration américaine, il ne faut jamais oublier que cette orientation n'est pas le résultat du choix arbitraire ou souverain d'une politique par les représentants de l'impérialisme. C'est une réplique procédant de la situation qui s'impose à l'impérialisme américain et qui, si elle vise à porter des coups réels au mouvement ascendant du prolétariat mondial, conduit inévitablement à de nouvelles



Des ouvriers polonais, l'avant-garde de la révolution mondiale.

contradictions car cette tentative n'abolit nullement la situation mondiale globale (définie par les rapports de force mondiaux entre les classes fondamentales) dans laquelle elle prend corps. Elle a comme toile de fond le processus de dislocation, lui-même différencié et inégal, de l'ensemble des relations économiques et politiques fondant l'équilibre mondial depuis 1945.

L'administration Reagan a dû d'abord faire face aux développements révolutionnaires en Amérique centrale.

L'impérialisme américain s'est engagé dans un soutien politique inconditionnel de la junte telle qu'elle est, exprimé dans un soutien économique et militaire croissant, allant jusqu'à une implication directe (conseillers) mais limitée.

L'objectif étant d'infliger une défaite (écrasement) aux masses salvadoriennes. Mais cette politique était déjà amorcée sous Carter (aide économique et militaire). L'administration Reagan a prolongé cette politique avec plus de

netteté et de déterminations et a délibérément fait du Salvador un « test » mondial, plaçant dans ses déclarations ce problème au centre de ses relations avec la bureaucratie du Kremlin. C'est en ce sens qu'au travers de l'affrontement au Salvador, s'expriment les problèmes centraux de la politique internationale.

La politique suivie par l'impérialisme américain au Salvador a cristallisé sa volonté de donner un coup d'arrêt aux développements révolutionnaires à l'échelle mondiale, de réaffirmer sa puissance.

Cette volonté, dans les premiers mois de l'administration Reagan, s'est traduite dans différents aspects et s'est en même temps heurtée à des limites.

a — L'administration Reagan s'est engagée dans une politique de réaffirmation de la puissance de l'impérialisme américain par le développement direct de sa puissance militaire.

Les projets budgétaires de Reagan combinent des réductions qualitatives des dépenses sociales (sur lesquelles ce texte reviendra plus loin) et une augmentation considérable des dépenses militaires, précipitant la progression de ses dépenses déjà envisagées par Carter. Pour 1985, Reagan prévoit maintenant des dépenses militaires de l'ordre de 376 milliards de dollars. Sur le budget en cours, Reagan a demandé une augmentation immédiate de 32 milliards de dollars. En fait, les dépenses militaires vont progresser dans des proportions de près de 25 %. La structure même du budget américain est ainsi modifiée. L'ensemble des dépenses sociales passera de 30 à 19 % ; les dépenses militaires de 24 à 33 %.

Naturellement, plus que jamais, les dépenses d'armement sont le volant d'entraînement de toute l'économie. Et l'injection de nouveaux crédits militaires constitue un « ballon d'oxygène » pour une économie américaine essoufflée. Mais il faut aller au-delà de cette constatation. Comme l'ont illustré les années de la présidence Carter, les effets de ces mesures restent limités et de courte durée. En même temps, la proportion des dépenses militaires se rapproche du seuil où se pose la question du passage à l'économie de guerre.

D'autre part, la structure même de ces dépenses fait l'objet d'un débat. Comme le souligne le *Financial Times* : « La position de Reagan et de Weinberger c'est que les Etats-Unis ne peuvent mettre tous leurs œufs dans le panier de

la technologie avancée à la fois parce que cette technologie est vulnérable et parce qu'il y a une nouvelle insistance sur la capacité des USA à s'engager dans des conflits non nucléaires qui n'impliquent pas une confrontation directe avec les Russes. »

Ainsi, l'augmentation des dépenses militaires n'assurera pas seulement un développement de la puissance et de l'efficacité de l'arsenal nucléaire des USA — et une accentuation considérable de la pression sur l'URSS que constitue le fardeau pour l'économie soviétique de la « course aux armements » mais la croissance des armements et des forces conventionnelles c'est-à-dire des moyens militaires pour s'engager dans des guerres contre-révolutionnaires localisées.

Cette structure des dépenses est elle-même révélatrice des objectifs que se fixe l'impérialisme américain — y compris, en dernière instance, le recours à l'intervention contre-révolutionnaire directe, mais non à cette étape la préparation directe de la « troisième guerre mondiale » (de la guerre contre l'URSS).

Ces objectifs — y compris celui de l'intervention contre-révolutionnaire directe de l'impérialisme américain contre des mouvements révolutionnaires — ne sont pas seulement compatibles avec la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie du Kremlin, mais au contraire s'appuient sur celle-ci.

L'administration Reagan renforce militairement les régimes bourgeois menacés par la mobilisation des masses, généralisant ainsi la politique appliquée par Carter en Amérique centrale à la fin de sa présidence. C'est dans cette ligne que le gouvernement Reagan a proposé au Sénat la levée des sanctions, et de ne plus suspendre l'aide militaire à des gouvernements dictatoriaux, ou à des mouvements armés pro-impérialistes.

Ceci ne signifie pas l'abandon de l'utilisation de réformes ou de processus électoraux dans le but d'écraser la révolution.

b — Au-delà de la rhétorique des proclamations électorales, la réalité de la politique de l'administratin Reagan, à l'égard de la bureaucratie du Kremlin, est la préparation d'un nouvel accord global avec celle-ci, aux conditions déterminées par l'impérialisme, en fonction même des nécessités du combat contre le développement de la révolution prolétarienne mondiale. Cette nécessité s'impose dans des conditions

## Horacio Alberto Castro

(Suite de la page 1)

nale et internationale, deux autres disparus aient pu être retrouvés en vie, sont des faits nouveaux, produits de la crise du régime militaire.

L'aspect le plus spectaculaire de cette crise, c'est la lutte que se livrent les militaires partisans d'élargir les pouvoirs du président et ceux qui veulent maintenir la toute-puissance de la junte militaire. Mais ce qui constitue réellement le nœud de la crise, c'est la situation économique de crise, l'incertitude quant à la solution politique et les contradictions entre la bourgeoisie et le régime militaire. Autant de problèmes qui empêchent les militaires de formuler un programme cohérent. Par exemple, la nomination en mars dernier de plusieurs gouverneurs civils — notamment à San Juan — crée un affrontement entre les nouvelles autorités et l'appareil militaire national. De ces affrontements qui prennent parfois l'allure d'une guerre sans foi ni loi, surgissent toutes sortes de révélations et de dénonciations.

Différentes unités de police s'accusent mutuellement, comme à San Juan, les juges se contredisent.

Toute la pourriture de la dictature commence à s'étaler : en Italie vient d'être révélée l'appartenance à la loge maçonnique d'importants militaires : Massera, ex-membre de la junte, le général Suarez Mason, et l'ex-homme fort du gouvernement péroniste, Lopez Rega.

Le stalinisme livre une interprétation manichéenne de cette crise. Il explique que de bons militaires sont en train de se battre contre les mauvais et qu'il faut, en conséquence, soutenir Viola.

C'est ainsi que, sur le terrain de la lutte pour libérer les prisonniers et les séquestrés, il s'oppose à toute mobilisation et refuse son soutien aux diverses initiatives. En février, le délégué de l'Union soviétique au « groupe de travail » de la commission des droits de l'homme des Nations-Unis affirma : « Mon gouvernement considère comme totalement inutile et négatif le travail qu'a réalisé le groupe de travail et s'oppose à ce qu'il continue de siéger et de recevoir des dénonciations. »

Le groupe, à ce moment-là, discutait d'un rapport sur 12 000 dénonciations d'enlèvements commis dans le monde. 80 % d'entre elles venaient d'Argentine. Il faut également signaler que le délégué de Fidel Castro, tout comme le représentant russe, vota en faveur de Viola.

Le PST, quant à lui, considère que la crise du régime ouvre des brèches qui permettent de lutter et qu'il faut le faire sans appuyer une quelconque aile de l'armée. Une preuve évidente du caractère juste de cette position est l'écho croissant de la lutte pour les libertés à laquelle viennent s'ajouter de nouveaux secteurs.

A la fin du mois d'avril, une « prière d'insérer » payante est boycottée par le stalinisme. Elle fut alors soustraite par de nombreuses personnalités politiques, du monde des arts et de la culture, qui se regroupèrent ainsi pour la première fois.

Le 30 avril fut une journée qui restera dans l'histoire de cette lutte. Ce jour-là, les Mères de la place de Mai réoccupèrent leur place. Une grande manifestation les accompagna. Avec elles se trouvaient le mouvement Paix et Justice avec Perez Esquivel, les dirigeants du CELS, Clamor, Henrique Broquen et,

pour la première fois, des dirigeants connus de différentes tendances. Le fait le plus remarquable de cet événement fut sans aucun doute la grève que les ouvriers de l'une des plus importantes usines du cordon industriel organisèrent ce jour-là, Mercedes Benz, en faisant hurler les sirènes de l'usine.

Dans ce cadre, la solidarité internationale est un facteur qui joue de plus en plus. La demande d'amnistie signée par les principales personnalités politiques italiennes, par exemple, a eu un impact certain. Il s'agit de : Andreotti, Ajello, Alinovi, Accame, Aglietta, Alberini, Bozzi, Bonalumi, Bottarelli, Bianco, Chiovini, Conte, Cecchi, Codrignani, De Poi, Di Giulio, Fanti, Ferrarri, Marte, Garochio, Giuliano, Ciadresco, Labriola, Mammi, Malfatti, Milani Pajetta, Pisoni, Pasquini, Rubbi, Reggiani, Trombadori et Spataro.

Notre meilleur hommage au camarade Horacio Alberto Castro sera notre solidarité avec le PST et les organisations démocratiques et humanitaires qui, en Argentine, luttent pour retrouver en vie les disparus, pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour le respect des libertés et des droits démocratiques constitutionnels et pour faire toute la lumière sur les crimes commis par la dictature. Notre meilleur hommage c'est d'appuyer tous ceux qui luttent contre ce régime en crise que dirige Viola, l'un « des six hommes qui, à partir de l'été 1976, assumèrent la responsabilité historique de prendre les décisions qui eurent comme conséquence l'arrestation et la disparition de nos enfants », comme l'ont écrit les Mères de la place de Mai, citant les déclarations du commandant en chef de l'armée.

H.C.

où le développement de la coopération contre-révolutionnaire se heurte à la remise en cause, par la marche de la lutte des classes, du cadre dans lequel opérait la coexistence pacifique.

Les discussions et les résolutions de la Conférence mondiale ont montré comment la révolution politique en Pologne, avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale, et les développements révolutionnaires en Amérique centrale, exprimés à leur niveau le plus élevé au Salvador, centralisaient les développements mondiaux de la lutte des classes.

Cette réalité s'est transcrite dans la politique de l'impérialisme américain, dans ses rapports avec la bureaucratie du Kremlin.

Il n'y a pas de « co-direction » contre-révolutionnaire, de « leadership » commun entre l'impérialisme et la bureaucratie. Il n'y a qu'une direction, celle de l'impérialisme américain à laquelle la bureaucratie est subordonnée, dans les limites des contradictions propres de la bureaucratie.

Il n'y a pas de symétrie dans la position occupée par l'impérialisme américain et dans celle tenue par la bureaucratie du Kremlin. Fondamentalement, la bureaucratie stalinienne est l'expression, en URSS — et au travers des autres bureaucraties dans les Etats ouvriers bureaucratiques — de la réaction bourgeoise mondiale, de la préservation à l'échelle mondiale de la domination impérialiste (« courrois de transmission de l'impérialisme »). Elle est dépendante de l'impérialisme qui, dans sa « coopération » avec elle poursuit constamment ses objectifs historiques (c'est-à-dire la restauration du capitalisme) qui implique la destruction des bases privilégiées de la bureaucratie comme caste ; la bureaucratie, comme caste privilégiée, développe elle-même les tendances à la restauration.

C'est là une réalité qui tient à sa nature de la bureaucratie et qui est le fondement de sa politique mondiale depuis qu'elle a usurpé le pouvoir politique, mais qui se traduit différemment en fonction des développements de la lutte des classes.

A partir de 1952, la bureaucratie a épuisé les possibilités d'une politique de pression (visant, sur une ligne contre-révolutionnaire, à utiliser le contrôle exercé dans le mouvement ouvrier international par la bureaucratie du Kremlin pour desserrer l'étreinte de l'impérialisme).

Dans la situation mondiale qui se matérialise pleinement en 1968, face à la montée de la révolution politique, la forme que prendra la coopération contre-révolutionnaire sera une « Sainte-Alliance » dont la bureaucratie du Kremlin doit accepter que la direction soit confiée à l'impérialisme.

Aujourd'hui, la situation mondiale telle qu'elle se noue, implique une redéfinition des termes de la « coexistence pacifique » dont le cadre demeurerait jusqu'à présent ce qui subsistait de l'ordre mondial édifié au lendemain de la seconde guerre mondiale et aujourd'hui menacé de dislocation.

Comment s'exprime cette réalité face à la révolution politique en Pologne, face aux processus révolutionnaires en Amérique centrale.

L'impérialisme est opposé à la révolution politique parce que celle-ci est l'expression, dans les pays où le capital a été exproprié et où la bureaucratie a usurpé le pouvoir politique, de la révolution prolétarienne. L'impérialisme est par conséquent pour la défaite de la révolution politique en Pologne. Mais, face à la révolution politique en Pologne, l'impérialisme dispose d'une marge de manœuvre plus ample que la bureaucratie, ce qui s'exprime en particulier dans la manière dont l'Eglise est utilisée.

L'impérialisme est partie prenante de la tentative de « normalisation » en Pologne menée par la bureaucratie du POUP sous la direction du Kremlin et le rôle de l'Eglise, défendant actuellement le monopole du pouvoir du POUP, l'illustre.

Les « plans économiques » que la bureaucratie présente comme nécessaires à la « stabilisation » et qui sont organiquement liés à l'endettement de la Pologne, allant dans le sens d'une adaptation croissante aux nécessités du marché mondial, renforceraient la pression impérialiste visant en dernière instance à la restauration capitaliste. Mais c'est précisément la tentative de mettre en œuvre de tels « plans » qui ont conduit aux explosions de 1970-1971, de 1976, à la vague révolutionnaire d'août 1980 : défendant leurs intérêts immédiats, leurs positions, les travailleurs se sont dressés contre les conséquences de

l'adaptation aux nécessités du marché mondial dominé par l'impérialisme.

Les tentatives de la bureaucratie d'adapter l'économie polonaise aux conditions du marché mondial, tout en préservant les bases de sa position comme caste privilégiée, est une tâche impossible. Elle conduit, en dernière instance, à l'éclatement de la bureaucratie. Les mesures qui correspondraient à la réalisation de tels plans équivalraient à une véritable destruction de la classe ouvrière polonaise. En dernière analyse, les termes de l'alternative historique sont, contre-révolution sociale (restauration) ou révolution politique victorieuse comme composante de la révolution prolétarienne mondiale.

Si l'invasion militaire de la Pologne — dont l'impérialisme comme la bureaucratie mesurent tous les risques — s'imposait comme le seul moyen de défaire la révolution prolétarienne, l'impérialisme laisserait à la bureaucratie les mains libres pour réaliser cette tâche contre-révolutionnaire. Mais, dès à présent, l'impérialisme accentue sa pression sur la bureaucratie du Kremlin, en jouant de la situation dans laquelle la révolution politique la place — et l'intensifierait dans des proportions qualitativement nouvelles si la bureaucratie était contrainte de recourir à une intervention militaire.

Si l'on prend l'exemple du Salvador et de l'Amérique centrale, les exigences de l'impérialisme à l'égard de la bureaucratie ne se limitent pas à exiger de celle-ci qu'elle lui laisse « les mains libres ». La bureaucratie doit concourir à la réalisation des plans contre-révolutionnaires de l'impérialisme, dans des conditions où elle ne peut monnayer ses services contre-révolutionnaires par un desserrement de la pression impérialiste.

Que l'administration Reagan ait d'abord retardé l'éventualité d'une rencontre au sommet de type classique ne signifie pas qu'un dialogue au niveau le plus élevé ne se soit pas poursuivi en permanence entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin dont l'un des premiers résultats est dans la levée de l'embargo sur les céréales.

Le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PC d'Union soviétique a été l'occasion pour la bureaucratie de répondre aux injonctions de l'impérialisme. Comme on le sait, l'un des aspects les plus importants de ce XXVI<sup>e</sup> Congrès a été la réunion commune, tenue après la clôture de ce congrès, entre les plus importants dirigeants de l'URSS et la délégation du POUP, enjoignant au POUP, qui n'a d'ailleurs pu y parvenir, de « renverser le cours des événements ».

D'autre part, le rapport de Brejnev ne mentionnait même pas le Salvador et l'Amérique centrale. Enfin, ce rapport se concluait par la nécessité de reprendre un « dialogue actif » entre l'URSS et les USA, ce que l'un des porte-parole de la bureaucratie devait traduire en ces termes : « L'URSS ne pose aucun préalable à la reprise immédiate du dialogue avec les USA. » Plus encore, la bureaucratie répondait directement à la volonté de « globalisation » exprimée par Reagan, et Haig devait d'ailleurs constater que son rapport contenait des « innovations intéressantes ». En effet, Brejnev ne s'était pas contenté de reprendre la discussion « au sommet » sur la question de la limitation des armements stratégiques, mais également pour étendre « les mesures de confiance décidées à la Conférence d'Helsinki », c'est-à-dire de permettre un contrôle des mouvements de troupes sur tout le territoire de l'Union soviétique jusqu'à l'Oural. Cette réponse aux injonctions de l'impérialisme ne peut que nourrir le développement de crises dans les sommets de la bureaucratie elle-même. En clair, de nouvelles négociations sont d'ores et déjà engagées entre Washington et le Kremlin, négociations qui n'ont rien de conjoncturel et dont nous ne constatons aujourd'hui que les commencements. Aussi serait-il erroné d'en juger la portée à partir de l'examen isolé d'une péripétie ou d'une autre. Par exemple, la décision de Reagan de lever l'embargo sur la vente de céréales à l'URSS, est incontestablement une décision d'importance, même si elle ne constitue nullement une conclusion.

La situation mondiale, telle qu'elle se noue, implique une redéfinition des termes de la « coexistence pacifique » dont le cadre demeurerait jusqu'à présent ce qui subsistait de l'ordre mondial édifié au lendemain de la seconde guerre mondiale, aujourd'hui menacé de dislocation.

c — La tentative de réaffirmer le rôle de l'impérialisme américain fondé sur sa puissance irréversible relativement aux autres impérialismes, sur sa place irremplaçable de pivot du maintien à l'échelle mondiale de la domination impérialiste



Avec la victoire du Nicaragua, c'est toute la révolution centro-américaine qui a connu un saut qualitatif.

et de gendarme principal de la contre-révolution, conduit à une redéfinition de ses rapports avec les autres impérialismes qui, dans les conditions actuelles, entrent en contradiction avec les besoins de stabilité propre de chaque impérialisme. Ce texte reviendra plus loin — en relation avec certains aspects du développement international de la lutte des classes, en particulier en Europe — sur cette question.

d — L'orientation de l'administration Reagan trouve également sa concrétisation aux Etats-Unis mêmes. Et il est évident compte-tenu de la position mondiale de l'impérialisme américain, de la place du prolétariat américain, que les événements « internes » aux Etats-Unis constituent des facteurs importants de la situation mondiale.

La bourgeoisie américaine ne dispose pas d'un régime politique correspondant aux exigences de sa position mondiale, à l'ère de la décadence et de la décomposition de l'impérialisme, ni pour faire face à la classe ouvrière et aux minorités nationales qui doivent être défaites pour que les plans de la bourgeoisie soient réalisés. Ce dont l'impérialisme américain a besoin, en dernière analyse, c'est d'un « Etat fort ». Mais le régime du « talon de fer » ne peut être établi que par un bouleversement radical de toutes les structures de la vie politique, impliquant un écrasement de la classe ouvrière des Etats-Unis et de ses organisations. La contradiction entre le rôle mondial joué par l'impérialisme américain, les exigences qui en

découlent et les formes de domination de classe héritées des conditions dans lesquelles le capitalisme s'est développé aux USA constitue pour l'impérialisme américain une « question historique » non réglée. Il ne s'agit pas d'une abstraction séparée de la lutte des classes : les traditions démocratiques, les traditions de combat du plus puissant prolétariat du monde sont un élément central de cette contradiction.

Ce qui importe, c'est de voir comment cette contradiction se matérialise dans la conjoncture présente. La chute de Nixon, la portée de l'affaire du « Watergate » étaient liées à l'action des masses américaines elles-mêmes, à la manifestation de plus en plus puissante de leur opposition à la guerre du Vietnam. La crise politique qui s'était exprimée dans la chute de Nixon pèse sur toute la présidence de Carter, sur la politique mondiale de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, cette contradiction permanente entre les institutions politiques par lesquelles la bourgeoisie américaine assure sa domination de classe et les exigences de sa position mondiale, prend un tour particulièrement aigu et spécifique au travers des « plans d'austérité » de Reagan qui correspondent aux nécessités mondiales s'imposant aujourd'hui à l'impérialisme américain comme à tous les impérialismes.

Les conditions mêmes de l'élection de Reagan exprimaient ces développements : le fait que l'électorat ouvrier ait peu suivi les consignes de l'AFL-CIO, la montée des abstentions (particulière-

ment forte dans les couches les plus exploitées de la population) correspondaient au fait que la politique sociale de Carter s'engageait déjà dans la voie que Reagan poursuit avec détermination et en donnant une autre ampleur aux projets frappant la classe ouvrière et en particulier les secteurs les plus exploités et les plus opprimés (Noirs, Chicanos, jeunes).

Plus profondément, ce qui s'est marqué dans les conditions de l'élection de Reagan, c'est la dislocation de la coalition existant depuis Roosevelt et qui était la base électorale du Parti démocrate (la coalition entre les politiciens démocrates, les dirigeants du mouvement ouvrier et des organisations noires). Mais, par là-même, c'est le fonctionnement du « two party system », base de la stabilité politique aux Etats-Unis, qui est menacé.

Les plans de Reagan, la volonté d'appliquer ces plans (qui remettent en cause les acquis et les conditions de vie et de travail de toute la classe ouvrière américaine bien qu'ils frappent le plus directement ses secteurs les plus exploités qui se recoupent pour l'essentiel avec les couches qui font l'objet d'une oppression particulière, raciale et nationale) ne peuvent qu'aggraver cette crise.

En effet, ils remettent en cause les conditions dans lesquelles jusqu'à présent la bureaucratie syndicale pratiquait jusque-là sa collaboration de classes. L'effroi manifesté par l'appareil de

# Résolution sur l'actuelle situation mondiale

(suite de la page III)

L'AFL-CIO n'est pas feint. Il correspond à la menace de dislocation du cadre dans lequel elle opérait.

La première réponse de la classe ouvrière américaine à la politique de Reagan a été la manifestation organisée à Washington contre sa politique sociale par le syndicat des mineurs, suivie par la grève des mineurs. Il ne s'agit pas d'une simple protestation « corporative » mais d'un acte politique qui a une signification pour toute la classe ouvrière, qui manifeste que pour elle la décision de l'AFL-CIO de mener campagne contre les mesures de Reagan ne doit pas rester lettre morte. C'est ainsi que la politique de Reagan dans sa volonté de remettre en cause le système des « relations industrielles » édifié à partir de Roosevelt tend à remettre en cause les rapports entre les travailleurs et l'appareil de l'AFL-CIO. Enfin, les trois derniers mois n'ont guère été qu'une période de mise de place de l'administration Reagan et de renouvellement du personnel dirigeant. Il est encore trop tôt pour apprécier la force immédiate des obstacles que Reagan rencontrera dans sa volonté — correspondant à sa politique — de renforcer la présidence. Ce qui est certain, c'est qu'il se heurtera au même type d'obstacles que Kennedy ou que Nixon, mais dans les conditions précisées plus haut. Les difficultés à faire ratifier ses désignations (notamment dans le cas de Donovan) ne sont qu'un prélude à l'opposition qui se développera au Congrès. Au sein même de l'administration, les clivages et les heurts sont la réfraction des problèmes en dernière instance insolubles auxquels se heurte la politique américaine en même temps que l'illustration du fait qu'au niveau de la centralisation des pouvoirs entre les mains de la présidence, rien ne pourra être véritablement réglé sans les plus grands affrontements entre les classes.

## - II -

Il serait prématuré de faire une sorte de « bilan » de la période écoulée depuis décembre. Trop de développements sont en cours, se nouent, pour que la rédaction d'un texte de ce type soit aujourd'hui possible et nécessaire.

Mais si l'on revient sur les développements qui avaient été dégagés comme occupant une place centrale dans la lutte des classes mondiale : la révolution politique en Pologne et la guerre révolutionnaire au Salvador (questions sur lesquelles ont été élaborés des résolutions particulières), le cours récent des événements confirme l'appréciation générale formulée à la Conférence.

En ce qui concerne le Salvador, l'impérialisme américain n'a pas abouti à la réalisation de l'objectif qu'il s'était fixé, écraser la lutte révolutionnaire des masses salvadoriennes, stabiliser avec son aide directe le pouvoir de la Junte, donner par là même un coup d'arrêt à la montée révolutionnaire en Amérique centrale.

Certes, il a pu porter des coups dans la mesure, en particulier, où l'action du stalinisme, du castrisme, du FSLN, a permis l'isolement de la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien. Mais, globalement, sa politique se solde aujourd'hui par un échec à l'échelle de l'Amérique centrale.

La guerre civile au Salvador n'est pas un événement « sectoriel » ou « régional », mais un processus d'importance et de contenu mondial. Dans l'affrontement au Salvador se sont exprimés les problèmes centraux de la politique internationale. Ce sont des facteurs mondiaux qui y opèrent : la politique internationale de l'impérialisme qui trouve là un point d'application, la politique de la bureaucratie du Kremlin, celle de la bureaucratie castriste qui lui est fondamentalement subordonnée.

Economiquement et politiquement, le régime de Castro est dépendant de la bureaucratie du Kremlin, non seulement par sa dépendance matérielle directe, mais du fait du type de régime (celui fondé sur le monopole du pouvoir politique de la bureaucratie) qui s'est constitué à Cuba. Cela ne signifie pas que les intérêts de la bureaucratie cubaine, du régime castriste soient totalement identifiables à ceux de la bureaucratie du Kremlin. Ou, pour être plus précis, la bureaucratie du Kremlin peut être conduite à sacrifier les intérêts propres de la bureaucratie castriste à ses besoins globaux de coopération avec l'impérialisme. La politique de l'impérialisme US est de refuser à la bureaucratie cubaine, y compris au « niveau régional » une position d'« interlocuteur valable », de partenaire à part entière dans le cadre de la coexistence pacifique. Mais cette situation, la bureaucratie cubaine ne peut que l'accepter et son alignement sur la bureaucratie du Kremlin ne s'est pas seulement traduit par le fait qu'elle s'est placée à l'avant-garde de la dénonciation contre-révolutionnaire de l'action du prolétariat polonais et de la justification anticipée d'une intervention militaire, mais par sa participation à l'isolement de la révolution salvadorienne.

L'isolement contre-révolutionnaire initié par l'impérialisme américain au Salvador, son appui politique et militaire (armement, conseillers) à la Junte, s'appuyant sur le concours de la bureaucratie du Kremlin — et de son agence au Salvador — facilité par la politique des directions petites bourgeoises des masses salvadoriennes, a porté des coups sévères aux masses et à leurs organisations. Mais elle n'a pu aboutir à un écrasement. La révolution en Amérique centrale n'a pas été vaincue, les masses salvadoriennes ne sont pas défaites, le processus révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale n'a pas été interrompu.

L'impérialisme américain, à ce stade, a été incapable d'imposer au travers de la Junte une solution militaire et une solution politique. C'est là aussi un événement d'importance mondiale, un facteur constituant du moment présent de la situation internationale qui confirme que la tentative de réorientation de l'impérialisme américain n'a pas abouti, malgré les coups réels qu'elle peut prêter à la révolution, à de nouvelles contradictions.

L'incapacité, malgré les moyens mis en œuvre, malgré la coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie de stabiliser la situation au Salvador, nourrit les processus révolutionnaires non seulement en Amérique centrale, mais dans toute l'Amérique latine.

Sans revenir ici sur l'analyse des développements en Pologne qui font l'objet d'une résolution particulière, il est



La révolution iranienne déstabilise le Moyen-Orient

nécessaire de souligner que le cours des événements depuis décembre 1980 a pleinement confirmé à quel point la révolution politique en Pologne est aujourd'hui l'axe central du développement mondial de la lutte des classes.

Elle est l'expression la plus élevée de l'unité mondiale de la lutte des classes, l'avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale — car la révolution politique c'est l'expression de la révolution prolétarienne mondiale dans les pays où le capital a été exproprié mais où le pouvoir politique est détenu par une caste parasitaire et contre-révolutionnaire.

Depuis décembre 1980, la durée même et l'approfondissement de la révolution polonaise, les pas en avant qu'elle a accomplis parce que le prolétariat disposait de son propre cadre d'organisation à l'échelle nationale, ont encore renforcé sa signification internationale et ses conséquences.

Le temps est ici un facteur de grande importance. L'incapacité de la bureaucratie du Kremlin à imposer une solution conforme à ses besoins ne peut que nourrir le développement de crises dans les sommets mêmes de la bureaucratie soviétique, au sein des bureaucraties satellites, dans l'appareil international du Kremlin. Parce qu'elle menace en son cœur la domination de la bureaucratie du Kremlin elle-même, la révolution politique en Pologne remet en cause toutes les relations internationales existantes. La claire conscience qu'en l'impérialisme se manifeste dans son soutien à la « normalisation » mais aussi dans sa crainte des conséquences incalculables d'une intervention militaire, même s'il est prêt à l'exploiter par un accroissement fantastique de sa pression sur l'URSS.

Les récents développements s'inscrivent dans la situation d'ensemble qui avait été analysée — au niveau de la période elle-même, dans les thèses adoptées par la Conférence mondiale — et

quant à la phase de la lutte des classes dans laquelle nous sommes engagés, par les résolutions adoptées par la Conférence mondiale.

Pas plus que la politique internationale de l'impérialisme ne relève d'un choix arbitraire, pas plus la tentative de l'administration Reagan de remettre en cause les acquis de la classe ouvrière américaine ne relève d'une décision d'ordre « idéologique ».

Elle exprime le fait que l'impérialisme américain — s'il demeure plus que jamais le plus puissant impérialisme du monde et que sa position par rapport aux autres impérialismes est encore plus déterminante — ne peut s'émanciper des conséquences de la marche à la crise économique ouverte c'est-à-dire la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail. La remise en cause brutale du « Welfare State » c'est la réaction à une situation où, comme le notait une publication américaine « la nation et ses citoyens vivaient au-dessus de leurs moyens ».

C'est en fait tout le système capitaliste qui, en un sens, a « vécu au dessus de ses moyens ». Il lui faut aujourd'hui payer le prix des décennies de « boom » et de « prospérité » fondées sur un fantastique développement du parasitisme, sur l'accumulation d'une masse immense de capital fictif.

Tous les « indicateurs » économiques dans les principaux pays industrialisés, y compris les USA, soulignent l'aggravation des éléments de crise : baisse ou stagnation de la production industrielle, montée combinée du chômage et de l'inflation, augmentation de l'endettement. Les facteurs qui jusque là avaient assuré la perpétuation du fonctionnement du système et des « relances » temporaires s'épuisent.

Il ne s'agit pas de récessions successives combinées avec une inflation incontrôlable, il s'agit de l'expression organique de l'impasse du mode de production

capitaliste dans des conditions où les facteurs qui ont permis la marche du système constituent aujourd'hui des facteurs catastrophiques d'accentuation de sa crise.

En d'autres termes, nous sommes aujourd'hui les témoins de la maturation combinée des différents facteurs de crise généralisée de l'équilibre mondial, des bases du maintien de la domination mondiale de l'impérialisme et du pouvoir ainsi que des privilèges des castes bureaucratiques contre-révolutionnaires, qui se développent dans la période de la lutte des classes ouverte en 1968 (période de l'imminence de la révolution) : mouvement ascendant des masses, crise objective du système capitaliste, crises politiques.

Les développements des derniers mois ont précisé l'actualité de la formule de Trotsky : « En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. »

La hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis accentue les tendances au déchaînement de la crise dans les autres pays impérialistes. Elle est un élément d'une véritable guerre commerciale qui commence également à se mener sur le terrain de l'exportation des marchandises et qui ajoute à la fragilité des différentes économies impérialistes. Les bourgeoisies de tous les pays répondent à la crise économique croissante par de nouvelles offensives contre les conquêtes des masses, avec des plans d'austérité qui amènent à des affrontements de classe, à des luttes directement politiques.

La situation actuelle, qui éclaire d'un jour cru les rapports de dépendance des pays économiquement arriérés, ne peut que provoquer de véritables effondrements des économies de ces pays.

La situation est également menaçante pour l'URSS et les autres pays où le capital a été exproprié. L'endettement désastreux de la Pologne n'est que

l'exemple le plus accentué de la réalité des rapports des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur origine avec le marché mondial dominé par l'impérialisme.

- III -

Ce qui est engagé d'ores et déjà par les développements les plus récents, c'est une nouvelle phase de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, tendant à trouver ses manifestations concrètes dans chaque pays.

Le moteur de cette crise, c'est l'action — à l'échelle mondiale — du prolétariat. Mais l'impérialisme et les bureaucrates contre-révolutionnaires résistent avec acharnement, combattent avec détermination et par tous les moyens. Le moment présent de la situation mondiale est marqué par l'extrême tension des forces de la révolution et de la contre-révolution.

Le contenu général de la crise de la bureaucratie est donné par le fait que le développement de la révolution prolétarienne internationale, les résultats de la lutte de la classe ouvrière, minent les bases sur lesquelles repose le pouvoir de la bureaucratie.

Depuis que les masses ont pratiquement posé la question de la révolution politique, la menace mortelle pour la bureaucratie de la révolution prolétarienne se présente sous la forme directe de l'action révolutionnaire contre la bureaucratie des prolétariats qu'elle opprime.

La bureaucratie stalinienne et l'ensemble des bureaucraties parasitaires qui lui sont liées occupent certes une place centrale dans le dispositif contre-révolutionnaire international. Comme toute couche sociale, les castes bureaucratiques qui occupent le pouvoir politique dans les pays où le capital a été exproprié, cherchent à défendre leurs intérêts, leurs positions, leur pouvoir. Mais elles sont l'expression en URSS et dans les Etats ouvriers bureaucratiques de la réaction bourgeoise mondiale, de la préservation à l'échelle mondiale de la domination impérialiste, ce qui se traduit tant dans leur politique intérieure qu'internationale. Elles ne constituent en dernière analyse qu'une couche « intermédiaire » entre les classes fondamentales. Le développement mondial de la lutte des classes mine leur position.

Le caractère irréversible de la crise de la bureaucratie stalinienne s'est exprimé dans le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS, symbolisée par l'immobilité absolue de la direction, comme si le moindre changement risquait d'avoir des conséquences incalculables.

Le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS a manifesté l'impasse dans laquelle se trouve la bureaucratie du Kremlin. Il a manifesté l'incapacité de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée à assurer le développement des forces productives, en même temps qu'il soulignait à quel point l'économie de l'URSS était tributaire du marché mondial structuré par la domination impérialiste.

La révolution en Pologne porte à leur plus haut degré des tendances qui mûrissent dans tous les Etats ouvriers bureaucratiques directement dominés par la bureaucratie du Kremlin, et nourrit le mûrissement de ces tendances. Quels que soient les rythmes et les formes, il n'y a aucune immunité contre le « virus polonais » dans aucun de ses Etats. Pour les prolétariats de Hongrie et de Tchécoslovaquie, la révolution polonaise réintroduit au premier plan les leçons de leurs luttes de 1956 et de 1968. Dans tous les Etats ouvriers bureaucratiques se posent fondamentalement les mêmes problèmes (faillite de la gestion bureaucratique, conséquences accrues de la dépendance à l'égard du marché mondial et de la pression impérialiste — « réformes économiques », « rationalisation », caractère intolérable de l'oppression nationale).

La crise n'épargne pas les bureaucrates qui sont en conflit avec la bureaucratie du Kremlin, mais dont le destin historique demeure lié à celle-ci. Le soulèvement de Kossovo a indiqué la fragilité du régime yougoslave.

La bureaucratie chinoise n'a jamais retrouvé de véritable stabilité depuis la « révolution-culturelle » et en Chine aujourd'hui les tendances à la décomposition de la bureaucratie dirigeante et la marche à la révolution politique s'affirment avec une force particulière qui, compte-tenu de la position mondiale de la Chine, de la signification historique de la révolution chinoise, ont une portée internationale majeure.

« Parent pauvre » de la coexistence pacifique, la bureaucratie chinoise a dû

tenir sa place dans la coalition contre-révolutionnaire en s'alignant de manière particulièrement ouverte sur les besoins de l'impérialisme. La « crise de succession » suivant la mort de Mao amène les différentes fractions de la bureaucratie à s'entre-déchirer, ouvrant par là-même des brèches dans lesquelles, à chaque moment, les masses peuvent s'engouffrer. La situation économique est catastrophique, à tel point que la bureaucratie a dû considérablement restreindre ses projets de développement économique en même temps qu'elle doit faire appel aux organismes internationaux pour prévenir la famine.

L'instabilité politique existant depuis la révolution culturelle a été le terrain d'une action constante des masses et de l'existence et de l'activité d'une opposition que la répression n'a pas détruite et dont tout un secteur se réclame du marxisme. Le degré de radicalisation et de crise existant en Chine, la portée internationale de la révolution polonaise, se traduisent non seulement dans le fait que se sont développés fragmentairement en Chine des phénomènes « polonais » (grèves, manifestations de chômeurs, luttes étudiantes, utilisation d'élections locales), mais que des groupes de travailleurs et des éléments de l'opposition ont explicitement salué l'action des travailleurs polonais comme leur guide.

Tous ces éléments renforcent les processus de maturation de la révolution politique en URSS même.

- IV -

Le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale dans les derniers mois a confirmé l'appréciation de la situation mondiale dégagée lors de la Conférence mondiale : « La nouvelle période de la révolution, celle de la « révolution imminente », son étape actuelle sont celles où, de façon générale, les masses marchent à l'assaut du système capitaliste et des régimes bureaucratiques. Mais ni cette période, ni cette phase ne sont celles où l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires renoncent et vont s'abstenir de combattre, bien au contraire. Il s'agit de la lutte des classes et non d'une classe. De même, l'unité de la lutte des classes mondiale ne signifie pas que son développement ne soit pas inégal, que des situations non révolutionnaires ou contre-révolutionnaires ne voisinent pas avec des situations pré-révolutionnaires, révolutionnaires, des crises révolutionnaires, des révolutions ouvertes et que l'on ne puisse passer des unes aux autres. Mais son développement est étroitement imbriqué, plus combiné que cela ne fut le cas dans aucune autre période, et la dominante, c'est la montée de la révolution prolétarienne, la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. » (Résolution politique générale adoptée par la Conférence mondiale).

En d'autres termes, ce développement est un développement organiquement

unifié, mais différencié : dans cette phase d'extrême tension, les lois les plus générales de la lutte des classes s'affirment avec une netteté particulière : internationale dans son contenu, la lutte des classes est nationale dans sa forme.

Le caractère plus « étroitement imbriqué, plus combiné que jamais » de la lutte des classes s'exprime dans tous les continents. Par exemple, si l'on prend le cas de l'Afrique, le dispositif par lequel l'impérialisme maintenait en place sa domination sur le continent et dont les pièces maîtresses ont été démantelées par la combinaison de la lutte des masses exploitées et opprimées d'Afrique, et les conséquences de la montée révolutionnaire en Europe (chute des colonies portugaises) n'a pas retrouvé de stabilité malgré les efforts conjoints de l'impérialisme, de la bureaucratie, des directions petites bourgeoises.

La fin du pouvoir direct de la « minorité blanche » au Zimbabwe, sous les coups de l'action des masses, ouvre une nouvelle phase de développements révolutionnaires dans toute l'Afrique australe et remet directement en cause la stabilité de cette forteresse de la domination impérialiste mondiale qu'est l'Afrique du Sud — qui est simultanément le creuset où se développe le plus puissant prolétariat d'Afrique. Ces phénomènes se combinent avec la crise de tout le système légué par l'impérialisme français (Centre Afrique, Tchad, crises politiques en Côte d'Ivoire, en Haute-Volta, au Sénégal).

Mais là aussi, il ne s'agit pas d'un processus unilatéral : la réorientation de la politique de l'impérialisme américain, s'appuyant sur les bons services de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites, sur la dépendance à l'égard de l'impérialisme des bourgeoisies nationales et de leurs représentants politiques, conduit à une concentration des efforts de la contre-révolution pour préserver l'équilibre du continent, faisant de l'Afrique du Sud — et de l'implication croissante de l'impérialisme américain — le pivot de la résistance à la montée révolutionnaire des masses d'Afrique.

Dans une situation internationale dont la trame est aussi serrée, il est naturellement un peu arbitraire de distinguer, à titre d'exemple, certaines situations précises. Néanmoins, il est nécessaire, pour conclure, de montrer comment cette situation se manifeste dans un certain nombre de cas.

La détérioration de la situation économique mondiale frappe de plein fouet les pays d'Amérique latine et avec une force toute particulière ceux qui ont connu (dans le cadre du maintien de la domination impérialiste et de leur statut de pays économiquement arriérés) un relatif développement industriel.

La politique de Reagan met au premier plan (comme Carter lui-même avait commencé à le faire) d'infliger des défaites aux processus révolutionnaires en cours et, en soulignant qu'il préfère des gouvernements « autoritaires » aux soulèvements populaires, il tente de dés-

tabiliser les régimes dictatoriaux. Cependant, cet « ajustement » n'implique pas, unilatéralement, un soutien inconditionnel à toutes les dictatures, et n'exclut pas des pressions pour que celles-ci « évoluent » vers des régimes bonapartistes avec un contenu démocratico-bourgeois, impliquant l'existence de partis. En tout cas, il est certain que l'impérialisme n'a pas les moyens d'assurer une stabilité durable.

Le processus de dislocation de la dictature brésilienne se poursuit. La répression contre les dirigeants du PT n'a pas pu aller au point de remettre en cause le processus d'organisation du prolétariat brésilien, sur les terrains politique et syndical, qui est organiquement contradictoire avec le maintien de la dictature.

Le cinquième anniversaire du coup d'Etat en Argentine et la passation des pouvoirs de Videla à Viola se font dans un contexte marqué par l'impasse de l'équipe militaire au pouvoir. L'économie argentine connaît une crise catastrophique. Les conséquences de la répression sanglante et sélective de la dictature n'ont pu interdire au prolétariat argentin de développer sa résistance, d'entreprendre son regroupement dans la lutte contre la dictature militaire. Ce mouvement de réorganisation, de réaffirmation du prolétariat argentin, est le trait dominant de la situation qui se noue.

En Europe, qui fut le creuset de la formation du capitalisme et de son développement impérialiste en même temps que le terrain sur lequel s'est d'abord forgé le mouvement ouvrier international, la combinaison directe de la révolution sociale et de la révolution politique, concentrent les problèmes mondiaux de la lutte des classes.

Nulle part plus qu'en Allemagne, ce « centre de la révolution socialiste européenne » comme les thèses la définissent, ne s'affirme cette réalité.

La stabilité des Etats impérialistes en Europe est directement affectée par les nécessités auxquelles l'impérialisme américain doit faire face. Les éléments de dislocation s'accroissent aujourd'hui au sein de la CEE.

La politique de l'impérialisme américain visant à assurer son hégémonie dans des conditions de précipitation de la marche à la dislocation du marché mondial se heurte aux intérêts spécifiques de chaque impérialisme dont la politique se heurte à une contradiction inconciliable : sa volonté de ne pas se laisser réduire à la « portion congrue » et la position et le rôle irremplaçable de l'impérialisme américain.

En Allemagne, dont la division est la clé de voûte de l'équilibre européen et donc mondial tel qu'il a été établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, révolution politique et révolution sociale ne sont pas seulement combinées, elles tendent à être unifiées dans l'action d'un seul prolétariat, le prolétariat allemand, l'un des plus puissants et des plus organisés du monde.

Cela ne signifie pas que le rythme des développements en Allemagne doivent être rapides. Si la division de l'Allemagne donne son caractère explosif à la lutte des classes en Allemagne, elle est en même temps un frein puissant à l'activité du prolétariat allemand, la base du type de contrôle que l'appareil du SPD a pu exercer sur la classe ouvrière d'Allemagne occidentale pendant trente ans.

Mais précisément, dans la dernière période, ont commencé à se dégager des éléments dont il faut suivre avec soin le développement.

Il ne faut jamais oublier le caractère artificiel de la République fédérale, de ses institutions reposant sur la division du pays et le fait que la puissance industrielle de l'impérialisme allemand — dont l'impérialisme américain stimula le développement — étouffe dans les limites d'une nation amputée du tiers de son territoire. Plus qu'aucune autre économie, l'économie allemande est directement tributaire du marché mondial. Les heurts avec l'impérialisme américain (la protestation élevée par Schmidt contre la hausse des taux d'intérêts US) sont la matérialisation de ce fait dans les conditions de la marche à la crise. Il lui faut aujourd'hui en payer le prix. Le chômage en Allemagne fédérale atteint maintenant son plus haut niveau depuis trente ans (environ 1,5 millions). La balance commerciale est en déficit, on prévoit pour 1981 une « croissance négative ».

Les bases de la « prospérité allemande » sont minées. La défaite électorale a placé la bourgeoisie allemande dans une situation de faiblesse politique alors qu'il lui faut, elle aussi, remettre en cause les conquêtes et les positions occupées par le prolétariat. La coalition SPD-libéraux n'assure pas la base politique d'une offensive frontale contre le prolétariat et d'ores et déjà la résistance de la classe ouvrière s'exprime par un processus de différenciation au sein du SPD, par les prémices d'une véritable crise de celui-ci.

Parallèlement — et toutes les réactions de Honnecker et de la direction bureaucratique est-allemande en témoignent — le pouvoir de la bureaucratie en Allemagne de l'Est (l'existence même de la DDR) sont directement menacés par la révolution polonaise qui est également un facteur qui stimule la lutte des travailleurs d'Allemagne de l'Ouest. La DDR vit aujourd'hui en état de siège et, de leur côté, la bourgeoisie et l'appareil social-démocrate veillent à prévenir autant que possible tout écho de la révolution polonaise au sein de la classe ouvrière allemande.

En Angleterre se combinent avec une force explosive, du fait de l'action de la classe ouvrière, les conséquences de la situation présente et la crise historique du plus vieil impérialisme.

(suite page VI)

Le Salvador, centre de la lutte actuelle dans l'isthme



## Résolution sur l'actuelle situation mondiale

(suite de la page V)

Depuis 1972 (première grève des mineurs contre le gouvernement Heath), la classe ouvrière britannique a déployé une activité intense, utilisant les moyens classiques du combat du prolétariat (grèves, manifestations comme les élections, contraignant temporairement ses directions à réaliser l'unité contre la bourgeoisie et arrivant au seuil de la grève générale (décembre 1973) Elle a jeté bas le gouvernement Heath, brisé la tentative de Callaghan d'appliquer les plans de la bourgeoisie (et par là même ouvert au sein du Labour Party, à tous les niveaux, une crise qui est loin d'être conclue) et aujourd'hui entravé les tentatives du gouvernement Thatcher d'appliquer, dans des circonstances nouvelles, les plans de Heath. Le recul de Thatcher devant une menace de grève générale des mineurs, la puissance de la grève des fonctionnaires, la force des manifestations nationales contre le chômage transformées en manifestations contre le gouvernement Thatcher, signifient que le gouvernement Thatcher ne vit plus qu'un sursis. D'ores et déjà, il a échoué dans ses plans et l'activité de la classe ouvrière met à l'ordre du jour les moyens de sa liquidation.

Certes, l'enracinement et l'élasticité des institutions dont bénéficie la bourgeoisie anglaise, la force de l'appareil réformiste, peuvent allonger les délais et les rythmes de transformation des éléments pré-révolutionnaires de la situation anglaise en crise révolutionnaire ouverte. Mais d'ores et déjà la Grande-Bretagne est ravagée par une crise profonde à tous les niveaux économique, social et politique. La faillite du gouvernement Thatcher s'accompagne d'une crise sans précédent du Labour Party (qui par elle-même fausse le jeu normal des institutions : un nouveau gouvernement du Labour Party serait un gouvernement de crise et d'une radicalisation au sein du Labour Party et des syndicats qui sont un élément important de la situation internationale).

La lutte révolutionnaire du peuple irlandais pour son indépendance et son unité entre aujourd'hui dans une nouvelle phase. Elle est simultanément un facteur propre des développements révolutionnaires en Europe — et un facteur de la situation mondiale — et un élément qui aggrave de manière explosive la crise de l'impérialisme britannique. La résurgence sous une forme aiguë de la « question irlandaise », la réalité d'une guerre contre-révolutionnaire menée avec férocité au cœur même de l'Europe, est un élément qui affaiblit la stabilité de tous les impérialismes européens. En même temps, le lien organique entre le maintien de la domination directe sur l'Irlande du Nord et les institutions britanniques (la monarchie, le parti conservateur dont l'une des bases permanentes est l'appui des unionistes), les liens entre le mouvement ouvrier anglais et le mouvement ouvrier irlandais font de la lutte nationale en Irlande un élément à terme essentiel de la marche à la révolution prolétarienne en Angleterre même.

Les développements politiques en Espagne constituent une saisissante illustration de la situation mondiale. Le putsch du 23 février a mis en pleine lumière le contenu essentiel du régime mis en place à la mort de Franco, la fonction de la monarchie. Il s'agit d'une tentative — mais avec le soutien ouvert, institutionnel en quelque sorte des directions stalinienne et social-démocrate — de maintenir comme axe de l'appareil d'Etat, les institutions essentielles héritées du franquisme : la monarchie centralisatrice, la hiérarchie militaire qui concentre entre leurs mains la réalité du pouvoir que cautionnent les Cortes octroyées. Mais le putsch du 23 février a aussi démontré l'impossibilité de la « réforme » : les institutions principales du régime — en dépit des maquillages démocratiques — sont apparues comme organiquement contradictoire avec les aspirations des peuples et des masses exploitées d'Espagne.

En Espagne, c'est une crise majeure qui s'est ouverte et qui ne fait que commencer. Les masses travailleuses n'ont pu intervenir dans les premières phases de cette crise sur leur propre terrain, les directions du PSOE et du PCE étant

parvenues à les en expulser en enchaînant le mouvement ouvrier à la défense de la monarchie.

La crise de la monarchie franquiste a, à sa racine, l'action de classe des exploités et le combat des peuples opprimés, en particulier le peuple Basque. L'« union nationale » réalisée autour de la monarchie s'est heurtée, malgré la politique du PCE et du PSOE, aux luttes des travailleurs remettant en cause le pacte de la Moncloa, à l'indomptable résistance du peuple basque. Mais le déclenchement de cette crise a été dû à une initiative contre-révolutionnaire dont le premier résultat a été de renforcer le rôle de la Monarchie et de la hiérarchie militaire comme piliers de la domination de la bourgeoisie, de permettre le déchaînement des forces armées contre le peuple basque, d'infléchir l'axe de la politique espagnole « à droite »

- V -

Le contenu du moment présent de la situation mondiale est donné par le développement de l'action mondiale du prolétariat — dont la révolution polonaise est aujourd'hui l'avant-garde — et par le mûrissement de la crise économique mondiale dont les conséquences du fait des rapports de force mondiaux entre les classes, propulsent la marche en avant du prolétariat mondial. Nous assistons au commencement, au mûrissement, d'affrontements décisifs entre les classes qui n'ont pas encore atteint leur plénitude, qui ne sont pas dénoués. D'où le caractère instable, diversifié, de cette situation fondamentalement dominée par la montée de la révolution.

La conférence mondiale, constitutive de « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité internationale) » avait souligné que ce qui était à l'ordre du jour, dans la phase présente, c'était la reconstruction effective de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondiale centralisée sur la base de son programme, la construction de ses sections comme partis trotskystes à influence de masse.

Tous les récents développements soulignent les responsabilités de l'Internationale, des partis et organisations trotskystes. Dans sa marche à la révolution prolétarienne — irrégulière, inégale, contradictoire — le mouvement de la classe ouvrière tend à se réorganiser sur de nouveaux axes, c'est à dire à rompre avec la tuételle des directions bureaucratiques qui l'ont dominé pendant plus d'un demi-siècle. Mouvement de rupture lui-même irrégulier, diversifié et qui incorpore les conséquences du contrôle du mouvement ouvrier par les appareils. Mouvement qui définit les conditions de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires et de l'Internationale, qui place toutes les organisations trotskystes devant des responsabilités nouvelles, qui d'ores et déjà a fait de certaines d'entre elles des facteurs effectifs dans le développement de la lutte des classes.

Les développements actuels de la lutte des classes se traduisent par une modification des rapports entre les masses et les appareils, notamment par une remise en cause de l'hégémonie que l'appareil stalinien conservait sur des secteurs décisifs du prolétariat (France, Espagne), par de profondes différenciations au sein des partis sociaux-démocrates de masse (Angleterre, Belgique, Allemagne, encore embryonnaire).

Dans l'ensemble de cette situation, du point de vue de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires et de l'Internationale, dans la voie de la mobilisation révolutionnaire des masses, la lutte contre le révisionnisme acquiert une importance pratique accrue.

La crise dislocatrice de la IV<sup>e</sup> Internationale provoquée par le révisionnisme liquidateur de Pablo a eu des conséquences catastrophiques pour l'intervention de la IV<sup>e</sup> Internationale alors que se nouaient de nouveaux développements de la lutte des classes mondiale. La trahison pabliste s'est exprimée en Bolivie dans le cours d'une révolution prolétarienne où la question de la direction des masses par la section de la IV<sup>e</sup> Internationale était directement posée. Le révisionnisme a interdit à la IV<sup>e</sup> Internationale une intervention efficace alors que déferlait la première vague de la révolution politique, et cela a pesé objectivement sur le cours des événements.

Au moment où s'approfondit la révolution politique en Pologne, où se préparent des combats décisifs, le processus de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale — et donc l'élimination du révisionnisme — est un facteur décisif de l'issue de la présente phase de la lutte des classes mondiale.

## Annexe à la résolution mondiale

# L'importance

**Les conséquences mondiales de la défaite de Giscard exigent de développer la déclaration adoptée par le comité exécutif par une résolution d'ensemble sur la situation française.**

**Cette résolution s'inscrit dans le cadre de la résolution Sur le moment de la situation mondiale, présentée au Conseil général de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ».**

**Nous voulons aborder ce qui nous semble être les deux éléments centraux des conséquences des élections françaises, du point de vue des rapports mondiaux entre les classes et à l'intérieur de celles-ci. Ces éléments centraux sont la défaite de toute la bourgeoisie française et de tous les partis bourgeois comme conséquence de la victoire des masses qui ont chassé Giscard, et la question capitale pour la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat, à savoir que les masses ont imposé une défaite au PCF, principal pilier de la V<sup>e</sup> République française.**

### La défaite historique du PCF au premier et au deuxième tour des élections

La capacité de la classe ouvrière à réaliser l'unité, en submergeant la politique de la direction du PCF dictée par les besoins de la bureaucratie du Kremlin de soutien à tous les gouvernements bourgeois en place, se traduit par un profond mouvement de rupture d'une grande partie de l'électorat traditionnel et des militants du PCF qui se détachent ainsi, pour la première fois de toute l'histoire du PCF depuis 1934, du contrôle de l'appareil. Bien entendu, il s'agit du début d'un processus, mais dont la portée historique ne saurait être sous-estimée. Et c'est cela qui s'est exprimé par le résultat électoral au premier tour du candidat du PCF, Georges Marchais.

L'appareil stalinien le plus puissant des pays capitalistes, sélectionné directement par Staline, agent inconditionnel de la bureaucratie du Kremlin, a obtenu le résultat électoral le plus bas de toute son histoire de parti de masse.

1 500 000 électeurs traditionnels du PCF, dans les bastions ouvriers du pays, ont voté dès le premier tour pour F. Mitterrand, candidat du PS, rejetant par leur vote la politique de division du PCF.

Il s'agit d'une défaite historique. Pendant tout le cours de son histoire, le PCF a subi des échecs, mais ceux-ci étaient consécutifs aux défaites qu'il avait réussi à infliger au prolétariat (1938-1939, 1958, etc.). En 1981, l'appareil stalinien a subi une défaite de la main même des masses, qui infligent elles-mêmes une première défaite à la bourgeoisie en imposant par l'action la victoire de F. Mitterrand et la défaite de Giscard, représentant du grand capital.

Mais il s'agit aussi d'une victoire de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » et de sa section française, qui a mis au centre de son combat la lutte pour l'unité PCF-PS, contre la politique de division du PCF, et qui a appelé à voter dès le premier tour pour F. Mitterrand pour assurer la défaite de Giscard, faisant échouer l'objectif du PCF qui était de maintenir Giscard au pouvoir.

La raison profonde de la politique du PCF se trouve dans son caractère de défenseur des intérêts contre-révolutionnaires du Kremlin, qui, répétons-le, exigent le maintien de Giscard au pouvoir.

La raison en est simple. La défaite de Giscard signifie une profonde déstabilisation de l'Etat bourgeois dans son ensemble, qui peut déboucher à tout moment sur une crise révolutionnaire.

Dans le régime bonapartiste instauré par de Gaulle en 1958, le président de la République incarne tous les pouvoirs d'Etat. La Constitution réduit l'Assemblée nationale à un rôle de soutien à l'action présidentielle, un Parlement sans pouvoir qui sert à enregistrer les décisions de l'exécutif.

L'Etat se structure autour du président, qui concentre tous les pouvoirs : nommer le gouvernement, dissoudre le Parlement, approuver des lois, etc.

Un service de préfets et de fonctionnaires, nommés par le président, assure à tous les niveaux et dans tout le pays la transmission des directives présidentielles ainsi que les affaires nécessaires à l'entretien de tous les parasites faisant partie de son gang particulier.

L'Etat contrôle tout, nomme et révoque, définit la « masse salariale » qui revient aux travailleurs, et dont les dirigeants doivent se charger de distribuer, évidemment sans la modifier, la quantité totale. Le régime des partis est condamné ainsi que le parlementarisme par le président présenté comme l'incarnation de la nation.

Le bonaparte, élevé au-dessus de toutes les classes, est en réalité le représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie, qui renonce à exercer directement le pouvoir politique pour, en échange, voir son pouvoir économique, contre la classe ouvrière, assuré par le « sauveur ».

Le bonapartisme traduit l'impasse générale de la société, sa crise et l'incapacité des classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie, à résoudre cette crise en leur faveur.

La défaite du bonaparte ouvre la voie à l'expulsion d'une partie de son personnel accapareur de l'Etat, à l'abrogation de toutes les mesures arbitraires et antidémocratiques, à l'éviction de tous les agents stipendiés au service du monarque. Ce processus amène inexorablement au démantèlement des institutions bonapartistes qui se sont identifiées pendant vingt-trois ans à l'Etat bourgeois.

La déstabilisation ainsi créée peut conduire à tout moment à l'irruption du prolétariat intervenant pour son propre compte dans la crise politique.

Cette situation, dans un pays impérialiste comme la France, devait être évitée à tout prix, à cause de ses implications pour toute l'Europe et dans le monde, à cause de ses implications directes sur le maintien de la division de l'Europe et sur le pouvoir de la bureaucratie.

Le PCF devait s'efforcer d'éviter ce dénouement, d'assurer le maintien de Giscard, même si cette politique impliquait une perte de ses positions acquises dans la société bourgeoise, une perte électorale et une profonde crise au sein de son appareil.

Le PCF a combattu avec acharnement et a subi une défaite majeure. Cela c'est le contenu de la victoire obtenue par les masses en France.

Ses répercussions vont au-delà des frontières françaises. Il s'agit d'un coup porté à l'appareil international du Kremlin dans son ensemble et qui affaiblit tous les PC.

En réalité, la défaite du PCF s'appuie sur le développement de la révolution polonaise qui constitue un appel puissant à la classe ouvrière à se regrouper sur un nouvel axe, indépendamment du stalinisme et contre lui.

Son impact se traduit par une profonde modification des rapports à l'intérieur de la classe ouvrière en faveur de la rupture avec le stalinisme. Ses conséquences s'expriment avec force dans la défaite infligée au PCF.

Le rôle joué par l'OCI unifiée, exprimant consciemment le mouvement historique de la classe ouvrière, sera joué par la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » dans tous les pays où ses sections combattent pour la construction du parti révolutionnaire.

### L'importance mondiale de la défaite de Giscard

L'autre élément qui confère une importance mondiale à la défaite de

Giscard, c'est la place occupée par l'Etat bonapartiste français dans les rapports politiques entre les classes à l'échelle internationale.

L'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958 n'a pas seulement représenté une défaite du prolétariat français. En réalité, de Gaulle exprime la volonté de l'impérialisme en Europe et de la bureaucratie du Kremlin de stabiliser définitivement la situation en Europe. Après la défaite de la révolution politique en Hongrie en 1956, l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958 constitue un tournant dans la situation créée en Europe à la fin de la guerre, et plus particulièrement de la situation ouverte par la révolution politique en Allemagne de l'Est en 1953 et la grève d'août 1953 en France.

A partir de 1958, le prolétariat européen est expulsé de la scène politique pendant environ dix ans et cessera de jouer le rôle central qu'est le sien dans la lutte des classes mondiale.

« La crise de direction du prolétariat mondial, aiguës par la politique de coexistence stalinienne, permet à l'impérialisme de recomposer et d'imposer une stabilité relative particulièrement en Europe. Stabilité pour laquelle fut essentielle la politique des PC français et italien, qui ont rendu possible et facilité, en trahissant le prolétariat des deux pays, le triomphe bonapartiste réactionnaire de De Gaulle en France, et le gouvernement de droite réactionnaire de la Démocratie chrétienne en Italie. Cependant l'impérialisme, bien que soutenu par la collaboration active de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires, bien qu'ayant réussi à recomposer l'économie et les Etats capitalistes au Japon et à l'Occident de l'Europe, n'a pu infliger au prolétariat mondial une défaite décisive qui renverse le processus de la lutte des classes initié en 1943. C'est pourquoi les diverses périodes qui se sont succédées depuis cette date s'inscrivent dans le même contexte de triomphe du prolétariat et d'aucune défaite historique de ce dernier par l'impérialisme. » (Projet de thèses, p. 23, chapitre X, éd. française).

Signalons que la défaite infligée au prolétariat français par de Gaulle, ce qui a permis au régime bonapartiste instauré par lui une stabilité pendant dix ans, ne lui a pas permis d'aller jusqu'au bout en détruisant les organisations de la classe ouvrière. Au contraire, il fut obligé de s'appuyer sur les organisations syndicales et politiques du prolétariat pour faire face au règlement de la guerre d'Algérie qui déchire la bourgeoisie française.

La grève des mineurs de 1963, le refus de la réquisition ordonnée par de Gaulle mettent en échec la tentative d'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat.

Le contenu international de la victoire de De Gaulle a apporté au régime bonapartiste le soutien de tous les impérialismes et de la bureaucratie. Mais n'ayant pu intégrer les organisations ouvrières à l'Etat, établir le corporatisme, de Gaulle ne peut aller jusqu'au bout, la classe ouvrière finira par le chasser.

C'est pour toutes ces raisons que la grève générale de mai-juin 1968 n'est pas une simple « affaire » française, mais exprime le début d'une nouvelle période historique à l'échelle mondiale.

« La période de l'imminence de la révolution développe, à partir de 1968, une nouvelle unité mondiale de la lutte des classes dans laquelle se combinent inextricablement, dans une forme permanente, non sporadique, la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiques et la révolution socialiste dans les pays impérialistes et capitalistes. Nouvelle période plus élevée où prennent place les affrontements de la fin des années 1960 et du début des années 1970, au Pérou, Bolivie, Chili, Argentine, qui font partie de l'ouverture de la révolution imminente. »

Les faits qui indiquent qu'en 1968 commence à s'ouvrir une nouvelle période de la révolution sont la grève

# internationale des élections françaises



La défaite du bonapartisme en France : une victoire des masses

générale française, la crise au Pérou, le "cordobazo" argentin, la radicalisation de la lutte nationale du peuple palestinien qui, en 1970, avance vers des formes d'organisation pré-soviétiques (Irbid), l'Assemblée populaire bolivienne dans les Etats capitalistes. Mais le fait décisif est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968, qui matérialise un changement qualitatif ; le prolétariat construit des organes qui surmontent l'atomisation propre aux processus antérieurs (Berlin, Pologne, Hongrie), en arrive jusqu'à poser la nécessité du nouveau parti lors du XIV<sup>e</sup> Congrès du PCT. En dépit de l'invasion du Kremlin, le prolétariat exige le droit de s'organiser dans l'"opposition", établissant des liens avec l'"opposition polonaise", avec le mouvement ouvrier mondial et avec le trotskysme. Un processus semblable se présente en Pologne, marqué par la grève générale des ports de la Baltique et le Comité de grève de Szczecin (1970), l'explosion de 1976 et la vague de grèves aujourd'hui en cours qui revendique le droit de constituer des syndicats indépendants et le parti ouvrier socialiste. Et en URSS même, commencent à se développer des actions et des grèves qui vont dans le même sens qu'en Pologne. » (Projet de thèses, chapitre X, p. 23, éd. française).

Il s'agit de la liquidation des conséquences de la victoire de la bureaucratie en Hongrie et de De Gaulle en France, c'est-à-dire que, de nouveau, le prolétariat européen rétablit sa place dans la

lutte des classes mondiale, en intervenant comme un élément majeur dans les crises de domination de classe de la bourgeoisie et la crise de la bureaucratie dans chaque pays, à l'échelle du monde.

Cependant, pendant treize ans les institutions bonapartistes, le régime gaulliste se sont maintenus en contradiction avec la grève générale et avec ce qu'elle exprimait.

Durant treize ans, la bourgeoisie s'est efforcée de maintenir l'édifice fissuré de la V<sup>e</sup> République.

Treize années durant lesquelles les services inconditionnels du PCF ont été nécessaires pour que les masses n'aillent pas jusqu'au bout de leur volonté exprimée dans la grève générale de mai-juin 1968. Dans le cadre des récentes élections présidentielles, elles ont infligé une défaite au PCF, les masses ont renoué avec le mouvement de la grève générale de 1968 pour en finir définitivement avec les institutions gaullistes. Que pour remporter cette victoire les masses aient voté massivement, dès le premier tour, pour F. Mitterrand, ne signifie pas que nous assistons à un renouveau de la social-démocratie.

En réalité, les masses se sont saisies de la candidature de F. Mitterrand et du PS pour chasser Giscard et battre la division. Mais le PS, ainsi que ses homologues européens, reste d'une fragilité extrême et ne peut remplacer l'appareil stalinien dans son efficacité contre-révolutionnaire.

Du point de vue mondial, la défaite de Giscard est un coup porté à tout l'édifice européen et aux rapports à l'Est et à l'Ouest, que de Gaulle et la V<sup>e</sup> République symbolisaient.

Les conséquences immédiates sont une déstabilisation directe de tous les Etats semi-coloniaux d'Afrique francophone (le lendemain de la victoire de F. Mitterrand, la grève générale éclatait en Centrafrique).

La majorité de ces régimes s'appuyaient directement sur la présence de troupes françaises et les gouvernements fantoches étaient une simple prolongation des « amis » de la V<sup>e</sup> République.

De la même façon, les colonies françaises aux Caraïbes se trouvent profondément ébranlées, tant par l'impact de la défaite de Giscard que par l'influence immédiate de la révolution centro-américaine.

Ce n'est pas par hasard si le premier message « politique » adressé à F. Mitterrand après son élection a été celui de Fidel Castro, proposant une collaboration au gouvernement bourgeois de Mitterrand pour maintenir les régimes existants en Afrique francophone. Par rapport à l'Europe, la défaite de Giscard affaiblit tous les régimes bourgeois et bureaucratiques, renforce le combat de la classe ouvrière et est un facteur supplémentaire dans la voie de la dislocation du Marché commun européen, en

particulier du Marché commun agricole dont la France est un pilier.

De ce point de vue, la défaite de la Démocratie chrétienne en Italie, au référendum sur l'avortement, quelques jours après la chute de Giscard, est significative.

Comme le dit la déclaration adoptée le 12 mai par le comité exécutif de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » : « Mais l'importance de la défaite de Giscard doit se mesurer au-delà des frontières françaises. Sa signification intervient comme un facteur supplémentaire qui peut constituer un véritable tournant allant vers la déstabilisation de toute l'Europe. Avec la révolution politique en Pologne, après le début de la révolution prolétarienne au Portugal, la victoire des masses en France constitue un coup contre tous les régimes existants, à l'Ouest et à l'Est de l'Europe. »

Tant en Belgique, en Angleterre et en Allemagne qu'en Espagne, au Portugal et en Italie, la défaite de Giscard renforce la détermination de la classe ouvrière de ces pays à imposer le front unique et le gouvernement de ses organisations. A l'Est, le résultat des élections françaises constitue un coup dur pour la bureaucratie du Kremlin qui s'efforce de maintenir à tout prix le statu quo et les régimes existants. La victoire des travailleurs français est un point d'appui pour la classe ouvrière polonaise dans son combat contre la bureaucratie.

Enfin, du point de vue de la construction du parti révolutionnaire et de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, inséparable du combat de la classe ouvrière, la défaite de Giscard et de l'appareil stalinien constitue indiscutablement un grand pas sur la voie du regroupement de la classe ouvrière sur un nouvel axe. Malgré les illusions inévitables et les extraordinaires difficultés que la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires dresseront pour freiner et défaire la mobilisation des masses, la situation créée avec la victoire de Mitterrand constitue un terrain immédiatement favorable pour la construction d'une OCI de 10 000 militants, à très court terme.

En poursuivant fermement le combat pour le front unique ouvrier, pour une majorité du PCF et du PS à l'Assemblée nationale aux prochaines élections législatives, pour un gouvernement de cette majorité, pour l'abrogation de toute la législation anti-ouvrière, de la Constitution et des institutions de la V<sup>e</sup> République, et pour la satisfaction des revendications des masses, l'OCI se prépare à l'irruption révolutionnaire du prolétariat au centre de la scène politique.

Le comité exécutif de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » et toutes ses organisations affiliées appuient avec toutes leurs forces le combat de sa section française et saluent la victoire obtenue contre la bourgeoisie par le prolétariat français. »

## Pierre Lambert à propos de la Résolution mondiale

« Examiner à partir des acquis qui sont les nôtres comment les événements confirment ou infirment nos analyses »

Camarades, je crois que la résolution qui nous est présentée et qui a été longuement discutée au Comité exécutif a pour point de départ une préoccupation parfaitement correcte : celle de ne pas refaire et reprendre ce que nous avons déjà défini à la Conférence mondiale, mais de partir des nouveaux éléments de la situation apparus depuis cette conférence et d'actualiser nos analyses par rapport à ce que nous avions déjà adopté. C'est pour une raison essentielle que je pense qu'il s'agit là d'une méthode correcte : le Conseil général ne doit pas revenir sans arrêt sur les caractéristiques générales de la situation mondiale, mais examiner, à partir des acquis qui sont les nôtres et des positions que nous avons déjà adoptées, comment les événements vivants confirment ou infirment nos analyses, voir à chaque moment si nous avons eu raison ou si nous avons eu tort. Dans ce sens, j'ai quelques propositions à faire tout à l'heure sur certaines formulations du projet que nous discutons. L'accumulation des événements survenus depuis la fin de 1980 permet de clarifier un certain nombre de données que nous avions analysées alors.

Ce qui se passe aujourd'hui en Irlande, ou avec les élections françaises, avec les problèmes qui se trouvent posés en Palestine, avec la révolution salvadorienne — que l'impérialisme n'a pas réussi à écraser —, ce qui apparaît aussi en Pologne, permet de préciser un certain nombre de choses. Aujourd'hui l'impérialisme, dans sa crise de putréfaction, n'a pas la possibilité de résoudre par ses propres moyens les problèmes. Ou plutôt, il ne peut les régler que par la médiation des appareils et des partis petits-bourgeois.

Il est évident que le prolétariat ne peut arracher de victoires sur la bourgeoisie et l'impérialisme qu'en infligeant une défaite aux appareils et aux directions petites-bourgeoises. Cela, nous le savions déjà. Nous l'avons appris dans les livres. Nous l'avons appris, mais aujourd'hui, nous le constatons. Le développement des luttes de classes amène maintenant à des situations où, dans les rapports entre les classes, les organisations traditionnelles, les organisations petites-bourgeoises et la IV<sup>e</sup> Internationale commencent à être qualitativement différents de ce qu'ils étaient auparavant et confirment nos Thèses, en particulier sur le contenu de la révolution imminente. A partir de l'addition de ces problèmes, une qualité nouvelle est en train de se dégager.

En France, pour infliger une première défaite à la bourgeoisie, les masses laborieuses ont infligé une défaite au parti stalinien. Et la classe ouvrière a saisi le parti social-démocrate, en l'absence évidente du parti révolutionnaire, mais même s'il y avait eu un parti révolutionnaire, elle se serait quand même saisie des organisations traditionnelles à la première étape de sa mobilisation. La classe ouvrière s'est donc saisie du Parti socialiste parce que ce parti est plus faible en son sein que le parti stalinien. C'est-à-dire que, face à ce que représente le parti stalinien, dont la force contre-révolutionnaire a été le principal blocage apporté à la lutte révolutionnaire du prolétariat français depuis 1936, les masses ont en quelque sorte cherché à contourner l'obstacle principal, et, en le contournant, elles ont infligé une première défaite à ce parti stalinien.

A propos de l'Irlande, je ne reviendrai pas sur la politique du Parti travailliste anglais, qui se soumet honteusement à Thatcher. Bien qu'il y ait une tendance stalinienne à l'intérieur de l'IRA, cette organisation n'est pas stalinienne. L'IRA est un parti de la petite-bourgeoisie radicale et peut être le plus radical parti nationaliste petit-bourgeois que nous connaissions dans le monde entier. Nous avons vu que l'IRA a partiellement capitulé dans la bataille, refusant de mobiliser les masses dans le cadre du combat engagé par Bobby Sands. Il faut bien le comprendre : si l'on regarde les rapports qui existent en Irlande et si l'IRA a pu canaliser la radicalisation de la classe ouvrière depuis

1970-1971, c'est essentiellement parce que les syndicats — qui ont été constitués au moment où se constituaient les *trade unions* anglais — sont dominés par des appareils soumis d'une façon ou d'une autre à l'impérialisme. Le taux de syndicalisation est très important en Irlande du Sud, mais les syndicats, l'appareil syndical, se sont opposés à la mobilisation des masses.

Il faut comprendre ce que ce qui se passe dans d'autres pays aussi démontre que la voie par laquelle le mouvement va passer sera celle de la recherche par les masses des moyens de combattre et de s'opposer aux appareils et aux partis petits-bourgeois. Ainsi, pour se dégager la possibilité d'infliger une défaite à l'impérialisme, les masses sont obligées de s'engager dans un combat pour défaire les organisations petites-bourgeoises et les appareils. Ce qui ne veut bien sûr pas dire que ces organisations vont disparaître ou qu'elles ne pourront pas canaliser à nouveau le mouvement des masses. Mais, camarades, pour nous, il y a là une possibilité de définir une politique et, sur la base d'une tactique appropriée, nous pouvons nous appuyer sur ces données que les événements révèlent.

Il y a aussi la Palestine. Des regroupements s'y sont opérés à l'intérieur de l'OLP, avec des difficultés incommensurables, plus importantes que dans n'importe quel pays puisque les Palestiniens sont dispersés aux quatre coins du Moyen-Orient et ailleurs encore. Mais s'il y a une perspective possible sur la base même des différenciations qui s'opèrent à l'intérieur de l'OLP, c'est celle du renforcement d'un pôle indépendant.

En même temps, il faut comprendre que ce qu'exige de l'IRA la bourgeoisie du Sud, alliée de l'impérialisme, est insupportable pour les masses irlandaises. Par ses propres forces, l'impérialisme ne pourrait pas empêcher la mobilisation du mouvement révolutionnaire en Irlande. Et c'est là que se trouve la base objective et subjective de la possibilité de constituer un pôle indépendant.

Au Salvador, au Portugal, en Espagne ou dans les pays d'Amérique latine, nous rencontrons les mêmes problèmes. Et la leçon que nous devons tirer de la révolution polonaise, c'est la capacité de millions d'hommes d'avancer vers la destruction de l'appareil stalinien. Mais en même temps, il ne nous faut jamais oublier la nécessité de la construction d'organisations trotskystes, par des voies et des chemins particuliers qui sont fonction des traditions nationales de chaque pays.

Les attaques de la bureaucratie stalinienne dans la *Pravda*, en Pologne ou en Tchécoslovaquie contre les trotskystes attestent de la nécessité et de la possibilité de reconstruire le parti mondial de la révolution socialiste, la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays. Ces attaques comme les camps en URSS constituent la réponse de la bureaucratie au mouvement des masses vers la révolution politique qui soulève la question du parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale comme sa solution.

Nous le savons, et les événements ainsi que notre propre action le démontrent, les développements de la situation objective sont favorables à la construction du parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous savons aussi que si les éléments ne se constituent pas sérieusement pour la construction du parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous laisserons le champ libre à d'autres formes de cristallisation. Par exemple, on assiste aujourd'hui à un renforcement des organisations catholiques réactionnaires, en particulier en Slovaquie. La raison essentielle en est que la *Charte 77*, qui est composée de Tchèques, refuse de poser la question nationale.

En Espagne, au Pays Basque, le combat pour l'indépendance de classe passe par le combat pour l'unité de tout le prolétariat espagnol, dans toutes ses

composantes, sinon l'on s'adapte à la petite bourgeoisie.

Il y a donc, en toutes circonstances, nécessité de dégager une politique autonome, indépendante, tout en apportant notre soutien sans conditions aux actions réelles des organisations petites-bourgeoises. C'est là que se trouve l'élément décisif de la solution de la question nationale.

Nos organisations ne sont pas encore des partis révolutionnaires dirigeants, mais il faut toutefois comprendre une chose : si dans les conditions objectives il n'y a pas d'intervention de l'avant-garde révolutionnaire, alors les conditions objectives amènent à la décomposition. Et c'est dans ce sens que, bien qu'il ne soit pas trotskyste, la décision de Baluka de rentrer en Pologne est un élément décisif de la situation objective. Ce qui ne veut bien entendu pas dire que cela règle la mobilisation soulevée par la situation objective. Pour nous, il est une autre règle stratégique encore nécessaire à l'abord des problèmes de la révolution prolétarienne. Elle est inscrite dans le *Programme de transition*, que tous nous connaissons bien, à savoir que dans des conditions exceptionnelles les directions petites-bourgeoises, y compris stalinienne, peuvent aller plus loin qu'elles ne le voudraient elles-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Il faut bien voir la grave crise de putréfaction que traverse l'impérialisme et poser également ce problème dans le cadre de la situation concrète. Il y a les charges que fait reposer l'impérialisme sur tous les peuples, l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale, notre renforcement et la capacité que nous devons acquérir de poser les problèmes politiques. Sous cet angle et dans la mesure même où les masses infligent des défaites aux appareils, et plus particulièrement à l'appareil stalinien, nous allons vers une situation qualitativement différente dans les relations entre masses, classes, appareils et trotskysme pour défaire la bourgeoisie. Les partis stalinien avaient subi par le passé ces défaites, mais ils avaient réussi à vaincre la classe ouvrière et à assurer la victoire de la bourgeoisie, ce qui rendait infiniment plus difficile aux masses de tirer les leçons de ces défaites. Des générations entières de l'avant-garde contrôlée par les partis communistes se sont ainsi décomposées.

Aujourd'hui, les partis stalinien subissent des défaites sans que toutefois la classe ouvrière ne soit battue par la bourgeoisie. C'est là le début d'un processus d'une importance capitale. Bien entendu, nous n'en sommes qu'au commencement du commencement de ce processus et non pas à la fin des fins. Mais en même temps, il faut savoir apprécier les données de ce processus qui s'annonce : en France, la poussée des masses vers le parti social-démocrate signifie la volonté qui est celle des masses d'essayer d'infléchir la politique du Parti socialiste et du Parti communiste dans le sens de leurs aspirations.

Il nous faut tirer toutes les leçons de ce fait majeur. Il nous faut savoir qu'avec ce que fait supporter l'impérialisme US aux pays d'Amérique latine, il peut y avoir à tout moment effondrement. La bourgeoisie dite nationale du Pérou, par exemple, est amenée à faire pression sur le gouvernement pour résister à l'impérialisme américain, mais, nous le savons fort bien, cette bourgeoisie nationale capitulera. Cependant, les charges que fait supporter l'impérialisme américain sont trop lourdes. La situation des masses devient de plus en plus intolérable. Ce qu'exige la bureaucratie du Kremlin du Parti communiste péruvien, c'est un soutien au gouvernement de Belaunde Terry, l'instrument de l'impérialisme. Une chose qui est si manifestement contraire aux besoins immédiats des masses que le phénomène de leur décollage par rapport aux appareils, qui est encore moléculaire, jaillira avec une force insoupçonnée. Et la fusion de nos deux organisations devient ainsi un facteur décisif pour le développement positif de la lutte des classes au Pérou.

Devant le Comité exécutif, le camarade Miguel Capa a déclaré que la révo-



« Nous allons vers une situation qualitativement différente dans les relations entre masses, classes, appareils et trotskysme pour défaire la bourgeoisie. »

lution polonaise avait la même signification historique que la révolution russe de 1917. Ce qui ne signifie pas que les processus concrets de la révolution politique en Pologne seront identiques à ceux de la révolution russe. Mais ce qui s'amorce aujourd'hui, c'est un processus qui est maintenant devenu suffisamment clair pour qu'on puisse le qualifier. Si nous analysons correctement la situation objective et les rapports subjectifs entre les masses et les appareils, nous avons devant nous un tableau suffisamment clair.

Le prolétariat, pour triompher dans la révolution russe, a été aidé par le Parti bolchevique, expression consciente du processus inconscient. Le prolétariat et les masses exploitées se sont dégagées, par leur propre expérience, de l'impasse où les conduisaient les appareils petits-bourgeois, pour aller à la révolution d'octobre avec l'aide du parti bolchevique. Aujourd'hui, des processus de même nature que ceux de la révolution russe se sont dégagés, s'exprimant avec éclat dans la révolution politique en Pologne et aussi, à des niveaux divers, plus ou moins accélérés, en France et dans tous les pays. Il est capital que nous en ayons conscience, pour que nous comprenions l'absolue nécessité, fondée sur une analyse lucide de ce que nous sommes, de ce que sont nos sections, de ce que nous devons faire. Avancer vers la fusion, vers l'unification dans chaque pays, devient le facteur décisif de l'assimilation des conditions objectives de la révolution mondiale.

Au Venezuela, la fusion est réalisée ; au Portugal et au Pérou, elle va l'être. Il faudrait que la fusion se réalise au Brésil. Nous devons inviter nos deux sections brésiliennes à mesurer la responsabilité qui est la leur. Qu'il y ait des divergences, cela n'est pas anormal. Le trotskysme, la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la liberté pour chaque militant de penser librement dans le cadre qu'est le parti, fondé sur les principes du centralisme démocratique.

Pour terminer, j'aimerais apporter quelques réflexions sur le projet de résolution qui nous est présenté. Il est des phrases qui se présentent comme des formules toutes faites. Il faut se méfier des formules.

Page 3, paragraphe 2, il est écrit : « Il n'y a pas de codirection contre-révolutionnaire, de leadership commun entre l'impérialisme et la bureaucratie, il n'y a qu'une direction, celle de l'impérialisme américain à laquelle la bureaucratie est subordonnée. » Il faudrait ajouter : « dans les limites des contradictions propres de la bureaucratie », cela étant donné la nature de l'URSS. A la limite, la bureaucratie stalinienne est peut-être plus subordonnée que l'impérialisme français à l'impérialisme américain. Mais l'URSS comme système social ne l'est pas. Il s'agit là de la question de la nature de l'URSS, il ne faut pas l'oublier.

Dans le paragraphe qui suit, c'est le même problème ; la dernière phrase dit : « Elle est (la bureaucratie) dépendante de l'impérialisme, sa coopération avec elle poursuit constamment ses objectifs historiques, c'est-à-dire la restauration du capitalisme » ; ajouter : « ce qui signifierait la destruction de la base même des privilèges de la caste bureaucratique ». Ne jamais oublier — et je pense comme Trotsky que la restauration du capitalisme en URSS signifierait 80 ou 100 millions de morts, signifierait une destruction physique du prolétariat, ramené à l'état de sauvagerie —, ne jamais oublier la nature de l'URSS.

Page 5, paragraphe 2 : on parle de la crise politique qui s'est exprimée à la chute de Nixon. C'est juste, mais le vocable « crise politique » a des contenus, disons, quantitatifs et qualitatifs différents ; la crise politique aux USA n'est pas de nature identique à la crise politique en France ou au Pérou. Il faut préciser. Il y a des crises politiques à peu près dans tous les régimes bourgeois ; cela dit, il est des degrés divers dans ces crises politiques. Je pense par exemple qu'en France et en Espagne on est à la veille de l'explosion révolutionnaire, mais, par exemple, en Argentine, on n'en est pas encore à ce niveau-là. Ce qui ne signifie pas que le régime argentin ne puisse s'effondrer avant le régime espagnol. Cela dit, avec les Etats-Unis, c'est qualitativement différent. Donc, on ne peut pas dire « crise politique » comme une formule abrupte. Il faut préciser.

Voilà, camarades, ce que je voulais dire.